

*Eugène VARGA*

**Interventions au  
VII<sup>e</sup> congrès de l'IC  
(1935)**

**Source :** VII ВСЕМИРНЫЙ КОНГРЕСС КОММУНИСТИЧЕСКОГОЕ. ВАРГА,

1. Производительные силы бунтуют против капитализма ;
2. Плановое хозяйство у нас «плановый» обман у них, Партиздат цк вкп(б), 1935.



Eugène Varga parlant au VII<sup>e</sup> Congrès de l'IC, juillet-août 1935

Пролетарии всех стран, соединяйтесь!

# VII

ВСЕМИРНЫЙ  
КОНГРЕСС  
КОММУНИСТИЧЕСКОГО  
ИНТЕРНАЦИОНАЛА

Е. ВАРГА

ПРОИЗВОДИТЕЛЬНЫЕ СИЛЫ  
БУНТУЮТ  
ПРОТИВ КАПИТАЛИЗМА  
ПЛАНОВОЕ ХОЗЯЙСТВО У НАС  
«ПЛАНОВЫЙ» ОБМАН У НИХ

ПАРТИЗДАТ ЦК ВКП(б) • 1935

Page de garde de la brochure de 1935

1.

## **LES FORCES PRODUCTIVES SE RÉVOLTENT CONTRE LE CAPITALISME**

*Discours dans le débat sur le rapport du Cam. Pieck*

27 juillet 1935.

Camarades !

Le monde capitaliste est une image bien différente aujourd'hui de ce qu'il était il y a sept ans. *La fin de la stabilisation relative, le renouvellement de la lutte pour une nouvelle redistribution du monde, l'approche imminente du second cycle de révolutions et de guerres, sont les principaux résultats de cette période.*

La puissante crise cyclique qui éclate à la mi-1929 marque la fin de la stabilisation temporaire du capitalisme, mais n'en est pas la cause. Déjà en décembre 1927, le camarade Staline déclarait :

"D'une stabilisation partielle naît une crise du capitalisme qui se renforce, une crise croissante brise la stabilisation – telle est la dialectique du développement du capitalisme à un moment donné de l'histoire "1.

Et les thèses du sixième congrès affirmaient :

"La troisième période... conduit inévitablement, par le biais d'un développement accru des contradictions de la stabilisation capitaliste, à un relâchement supplémentaire de la stabilisation capitaliste et à une forte aggravation de la crise générale du capitalisme. "2

Les chefs de la bourgeoisie et de la social-démocratie considéraient la situation du capitalisme de manière très différente. Enivrés par la "prospérité" américaine, ils ont cru à la possibilité d'un nouvel essor durable du capitalisme.

Hoover a déclaré à l'été 1928 à San Francisco :

"La perspective du développement mondial à l'heure actuelle est la perspective de la plus grande expansion économique de l'histoire de l'humanité."

Le champion du capital financier des États-Unis, récemment décédé, le président Calvin Coolidge, a déclaré dans son discours d'adieu au Parlement le 4 décembre 1927 :

---

<sup>1</sup> Staline, Доклад на XV съезде ВКП(б), Стенографический отчет, стр. 40, Гиз, 1920г [*Rapport au quinzième congrès du Parti communiste de toute l'Union (bolcheviki)*, Sténogramme, p. 40, Giz, 1920.]

<sup>2</sup> Международное положение и задачи Коммунистического интернационала, тезисы VI конгресса, «Коминтерн в документах», стр. 769, ИМЭЛ—Партиздат, 1933 г. [*Situation internationale et tâches de l'Internationale communiste*, Thèses du sixième congrès, Documents de la Comintern, p. 769, IMEL-Partizdat, 1933.]

"Jamais le Parlement des États-Unis, qui est appelé à examiner l'état de la nation, n'a eu une perspective plus favorable qu'aujourd'hui. La tranquillité et le contentement règnent au sein de l'État, une relation harmonieuse entre les capitalistes et les salariés, aucune lutte pour les salaires et le plus haut degré de prospérité. L'énorme richesse créée par notre entreprise et notre diligence et amassée par notre épargne est distribuée parmi les larges masses de notre peuple. Le niveau de vie des masses, dépassant le niveau de subsistance, s'est élevé à tel point qu'il a rendu possible une large consommation de produits de luxe. L'augmentation de la production a trouvé un marché grâce à l'accroissement de la demande intérieure et à l'augmentation des exportations... Le pays peut regarder le présent avec pleine satisfaction et être très optimiste pour l'avenir."

La "prospérité" américaine n'a pas seulement aveuglé les politiciens et les théoriciens bourgeois, elle n'a pas seulement transformé les chefs du réformisme en fans du fordisme, même certains communistes américains ont été victimes de l'influence de la bourgeoisie et ont défendu au VI<sup>e</sup> Congrès de la Comintern la théorie de la "position exceptionnelle des États-Unis". En Europe aussi, la bourgeoisie est pleine d'optimisme. À l'automne 1928, Jakob Goldschmidt, PDG de la Danat Bank en faillite pendant la crise, chef reconnu de l'oligarchie financière allemande, déclare :

"A l'heure actuelle, des esprits prophétiques suggèrent la fin de l'économie capitaliste et la possibilité de remplacer l'économie individuelle par une économie étatique-socialiste. L'idée que le système économique existant est voué à la destruction et que son remplacement par de nouvelles formes d'économie est déjà en préparation, comme une obsession, s'empare de l'humanité. La gestion pratique de l'économie, cependant, avec l'aide des méthodes capitalistes, progresse régulièrement".

La II<sup>e</sup> Internationale était tout aussi optimiste lors de son congrès de Bruxelles, et son principal théoricien, Hilferding, lors du congrès de Kiel du parti social-démocrate allemand, prophétisait une longue période de nouveaux bouleversements capitalistes.

La crise économique, qui a rapidement englouti l'ensemble du monde capitaliste, a brisé ces illusions d'un seul coup. Impuissants, les apologistes du capitalisme se tiennent aujourd'hui, comme de nombreuses fois auparavant, devant l'effondrement soudain de la "prospérité" capitaliste. Le "socialiste constructif", le premier ministre par la grâce de la bourgeoisie, MacDonald, à l'ouverture de la conférence économique de Londres, se lamente sur le fait totalement incompréhensible de "l'effondrement du système monétaire".

La principale conclusion à tirer des développements de la dernière période historique est que *la bourgeoisie n'est plus en mesure de faire face aux forces productives qu'elle a créées.*

R. G. Tugwell, l'un des plus proches collaborateurs de Roosevelt, a récemment écrit :

"Le trait le plus caractéristique de l'économie moderne est son énorme puissance productive. *Cette puissance de la machine nous conduit à l'émerveillement et à l'admiration. Nous ne savons pas quoi en faire.* Nous devons l'endiguer et limiter sa liberté de mouvement"<sup>3</sup>.

Jamais, dans l'histoire du capitalisme, la contradiction entre le puissant développement des forces productives et les relations industrielles bourgeoises ne s'est exprimée avec autant de force qu'à l'heure actuelle : les interdictions étatiques de construire de nouvelles entreprises se multiplient (États-Unis, Italie et Allemagne). La bourgeoisie arrête la production et détruit les forces productives. Nous luttons pour un renversement radical des rapports de production, pour une révolution prolétarienne qui libère les forces productives des chaînes du capitalisme. Les dirigeants réformistes, alliés à la bourgeoisie, ont combattu la dictature du prolétariat, affirmant que la classe

---

<sup>3</sup> "Pester Lloyd" du 2 février 1935.

ouvrière n'est pas encore assez mûre pour prendre le pouvoir et que les forces productives modernes ne peuvent être gouvernées sans la bourgeoisie.

Que voyons-nous maintenant ? C'est la bourgeoisie qui est incapable de faire face aux forces productives, qui "tombe en admiration devant la machine", tandis que le prolétariat de l'Union soviétique non seulement fait face aux forces productives, mais, inspiré par l'enthousiasme de la construction socialiste, sous la direction du camarade Staline, développe les forces productives du pays soviétique à un rythme jamais vu dans l'histoire du capitalisme.

## LA SITUATION ÉCONOMIQUE ACTUELLE

Camarades, je ne vais pas vous ennuyer avec les chiffres décrivant la profondeur, la durée et la gravité de la crise – vous les connaissez tous. Je voudrais seulement souligner ses différences les plus essentielles avec les crises économiques de l'époque qui a précédé la crise générale du capitalisme. À l'époque, la production capitaliste suivait généralement une courbe ascendante (sans parler des fluctuations cycliques, bien sûr). Selon les calculs des économistes bourgeois, l'augmentation moyenne de la production mondiale était de 3% par an. Ainsi, au cours d'un cycle industriel de 8-10 ans, l'augmentation de la production était d'environ 30 %. Au plus profond d'une crise, la chute de la production a toujours été beaucoup plus faible que la hausse au cours du cycle. Jamais auparavant la courbe de production pendant une crise n'était tombée en dessous du niveau de la crise précédente.

Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Au plus profond de la crise économique actuelle, la production industrielle du monde capitaliste a reculé de trois à quatre décennies. À l'heure actuelle, *bien que le point le plus bas de la crise ait été dépassé il y a trois ans, la production industrielle du monde capitaliste est toujours inférieure de 17 à 20 % au niveau de 1929.*<sup>4</sup>

Cela signifie que trois ans après que la crise ait passé son point le plus bas, le degré de déclin de la production est encore plus important que le degré de déclin de la production pendant les crises qui ont précédé l'ère de la crise générale du capitalisme.

Cette dynamique de crise et de dépression d'un type particulier est une conséquence de la crise générale du capitalisme. Un rétrécissement chronique des marchés, un surplus chronique de capital fixe, une crise agraire chronique, un chômage de masse chronique – tous ces facteurs sont constamment à l'œuvre à l'époque actuelle et perturbent de plus en plus le cours cyclique de la reproduction capitaliste. La contradiction entre les forces productives et les rapports de production *dans l'état actuel des choses est devenue si prononcée que les forces internes du capitalisme ne sont pas en mesure d'amener l'amélioration qui s'est produite après le point de crise le plus profond à un état de prospérité.*

---

<sup>4</sup> Indice de la production industrielle du monde capitaliste (1928 = 100)

1929	1932	1935 (premiers 6 mois)
106	66	86-87

Un autre trait caractéristique de l'état actuel du capitalisme est le développement extrêmement inégal de la production industrielle dans les différents pays. Il y a 20 États qui publient un indice général de la production industrielle<sup>5</sup>. Nous pouvons les diviser en trois groupes :

*Le premier groupe* est constitué des pays où la production industrielle a dépassé le niveau de 1928/29. Ce groupe comprend trois grands pays : l'Angleterre, le Japon et l'Italie, suivis de quatre pays scandinaves et de plusieurs petits pays. Ce groupe représente actuellement un peu moins de 20% de la production industrielle mondiale.

*Le deuxième groupe* comprend les pays dans lesquels la production industrielle a considérablement augmenté depuis le point le plus profond de la crise, mais reste inférieure de 13 à 20 % au niveau de 1928. Il s'agit des États-Unis, de l'Allemagne et du Canada, qui produisent ensemble 45 % de la production industrielle mondiale.

*Le troisième groupe* comprend les pays où la production industrielle a à peine dépassé le point le plus bas de la crise. Ces pays comprennent la France, la Tchécoslovaquie, l'Autriche, les Pays-Bas et la Belgique. Apparemment, la Suisse et l'Espagne, qui ne publient pas d'indice global, sont également incluses ici. Ce groupe représente 12 à 13 % de la production industrielle mondiale.

Le développement inégal de la production industrielle est extrêmement important et ne montre aucun signe d'affaiblissement. Il va sans dire que l'on ne peut pas se fier à la fiabilité et à la précision de ces indices, mais ils donnent une image approximative.

Le manque de temps ne permet pas une analyse spécifique des raisons de ce développement inégal dans les différents pays.

D'une manière générale, on peut établir que pour toute production industrielle, l'importance du renouvellement et de la récupération du capital fixe, ce qu'on appelle "l'activité d'investissement", est déterminante<sup>6</sup>. C'est cela, et non l'état de la monnaie, qui est le facteur décisif. Dans le premier groupe, aux côtés des pays du "bloc sterling", on trouve également l'Italie, qui a conservé l'étalon-or jusqu'à très récemment. Dans le troisième groupe, nous voyons la Tchécoslovaquie et la Belgique avec des monnaies dévaluées, en plus des pays du "bloc or".

En ce qui concerne les pays les plus importants, il est clair qu'au Japon, en Italie et en Allemagne, les préparations militaires ont joué un rôle très important dans l'augmentation de la production industrielle. En Angleterre, une volonté résolue de protectionnisme a joué un rôle similaire, en élargissant le marché intérieur au détriment des importations et en permettant une certaine augmentation du stock de capital, qui, avec l'accroissement de la construction de logements, est la principale cause de l'amélioration de la situation économique. Cependant, il ne faut en aucun cas perdre de vue la relativité de cette amélioration : l'impact de la crise générale sur le cours

---

<sup>5</sup> Seuls trois États dont l'industrie est plus ou moins développée - l'Inde, l'Espagne et la Suisse - ne publient pas de tels indices.

<sup>6</sup> Les chiffres officiels suivants pour l'Allemagne montrent à quel point le capital fixe est peu utilisé pendant la crise économique mondiale.

*Utilisation des capacités de production en Allemagne (pourcentage) :*

1929	1930	1931	1932	1933
67	52	45	36	73

La capacité de production est généralement calculée sur la base de 48 heures de travail par semaine.

cyclique de la production a été si fort en Angleterre qu'il n'y a pas eu de boom avant la crise économique. La production industrielle de l'Angleterre à l'heure actuelle, bien que dépassant le niveau de 1929, n'est pas supérieure à celle d'avant-guerre.

En France, la crise économique a commencé presque deux ans plus tard, il est donc possible que le point le plus bas de la crise n'ait pas encore été dépassé.

## DES TENDANCES PLUS DURABLES

Je suis contraint de me limiter à ces brèves indications et de passer à quelques nouvelles tendances plus stables, dont l'existence peut être constatée dans le chaos du capitalisme moderne.

(a) *La tendance à la fragmentation du marché mondial capitaliste.* Avant la guerre, la circulation des marchandises dans le monde était déterminée par le prix des produits de base. Toutes les marchandises circulent depuis les pays où elles sont les moins chères vers toutes les régions du monde, seules les barrières douanières entravent la libre circulation de certaines d'entre elles. À l'heure actuelle, cependant, il n'y a plus de libre circulation des marchandises sur le marché capitaliste mondial. Le prix joue un rôle secondaire ; les interdictions d'importation, les contingents, les restrictions monétaires, la balance des paiements et les échanges naturels jouent un rôle décisif. Le "commerce mondial" devient de plus en plus un commerce entre deux pays distincts.

Avant la guerre, le capital "excédentaire" des États impérialistes se déplaçait vers des pays où les marges bénéficiaires étaient plus élevées. Aujourd'hui, la question de l'exportation négligeable de capitaux est décidée au cas par cas par les gouvernements respectifs, principalement sur la base de considérations de politique étrangère et militaire.

Avant la guerre, tous les pays capitalistes décisifs avaient une monnaie en or massif. Lors de voyages à l'étranger, il était possible d'échanger son argent contre des devises étrangères à des taux élevés à la frontière. Maintenant, il y a une incertitude constante. Presque toutes les monnaies du monde ont abandonné l'étalon-or, et leurs taux de change fluctuent. L'inflation est loin d'être terminée. L'inflation a déjà commencé en Italie. En Allemagne, c'est inévitable, tôt ou tard. Même la France a peu de chances d'éviter une dévaluation.

b) La tendance à la fragmentation du marché mondial est étroitement liée à *la tendance au démantèlement progressif de la division mondiale du travail.* L'étroitesse des marchés pousse la bourgeoisie de chaque pays à monopoliser le plus largement possible le marché intérieur. C'est pourquoi, dans presque tous les pays, nous assistons à une expansion artificielle et à la création de nouvelles industries. Alors que des millions de tonnes de sucre de canne restent invendues dans les entrepôts, l'Angleterre organise la production de sucre de betterave à l'aide d'énormes subventions. Alors qu'aux États-Unis, des sommes colossales sont versées aux agriculteurs des États du sud pour limiter la surface cultivée en coton, dans d'autres pays, la surface cultivée en coton est étendue, par exemple en Afrique du Nord, en Amérique du Sud, dans les Balkans et même en Hongrie. Le nombre de métiers à tisser en Angleterre est passé en quatre ans de 56 millions à 50 millions ; la mise au rebut de 10 millions de métiers supplémentaires est une évidence. Dans le même temps, l'industrie textile se développe même en période de crise économique dans les pays agraires et coloniaux. Le désir de pouvoir fabriquer, même en temps de guerre, une petite partie des armements sur leur propre sol conduit au développement de leur propre industrie sidérurgique et chimique et de l'industrie de la soie artificielle dans presque tous les pays capitalistes.



Le résultat de ces tendances est que le commerce extérieur, qui est maintenant 1/3 en valeur, est maintenant 3/4 en volume du commerce extérieur de 1929.

c) *Le rôle de l'État dans la vie économique ne cesse de s'accroître.* Une partie du revenu national, qui augmente d'année en année, est dépensée par le biais du budget de l'État et redistribuée en faveur de l'oligarchie financière au détriment des classes laborieuses. Le crédit privé est de plus en plus remplacé par le crédit public, par exemple aux États-Unis, en Allemagne et en Italie. L'État réglemente le commerce extérieur jusqu'aux transactions individuelles.

d) *Soutien ouvert de l'État à la formation de monopoles.* Avant la guerre, l'État et la législation entravaient, du moins formellement, le développement des monopoles. Dans la législation NIRA aux États-Unis, l'encouragement réel de la cartellisation était couvert par des phrases sur la "concurrence loyale". Dans les États fascistes d'Allemagne, d'Italie et de Pologne, cependant, la domination de l'oligarchie financière est si absolue que l'État, par le biais de lois et de décrets coercitifs, oblige les entreprises qui ne sont pas encore réunies en cartels à rejoindre ces derniers.

e) *Une tendance particulièrement importante est le détournement croissant de l'économie capitaliste vers la production pour les besoins de la guerre future.* La politique économique s'adapte de plus en plus à cet objectif. Dans certains pays – Allemagne, Italie – bien que la guerre n'ait pas encore commencé, l'économie acquiert de plus en plus le caractère de "capitalisme monopolistique d'État", comme Lénine a appelé l'économie de guerre.

f) En conclusion, je voudrais m'attarder un peu plus sur *l'écart croissant entre l'amélioration de la condition de la bourgeoisie et la dégradation constante de la condition du prolétariat.*

La situation de la bourgeoisie et en particulier de l'oligarchie financière s'est sans aucun doute considérablement améliorée depuis le point le plus bas de la crise, même si elle est très inégale selon les pays<sup>7</sup>. La baisse des prix a cessé, la quantité de production et avec elle l'utilisation du capital fixe ont augmenté, et la part des capitaux d'emprunt dans les profits a fortement diminué. La grande bourgeoisie s'enrichit aux dépens des fournitures militaires. Mais ce qui est particulièrement important, c'est que la "*rationalisation de crise*" a permis une *forte augmentation de l'exploitation du prolétariat*, a permis d'augmenter la production sans une augmentation parallèle du nombre de travailleurs employés.

En quoi la rationalisation dans la période de stabilisation temporaire du capitalisme diffère-t-elle de la rationalisation dans la période de crise économique mondiale ?

Au moment de la stabilisation partielle, la bourgeoisie nourrissait encore de grandes illusions sur la possibilité d'étendre le marché capitaliste au prix d'une baisse des coûts de production. En particulier aux États-Unis et en Allemagne, il y a eu un fort renouvellement et une forte expansion du stock de capital.

La crise économique mondiale a brisé l'illusion bourgeoise de la possibilité d'expansion du marché capitaliste. L'énorme excédent de capital fixe a découragé l'expansion de ce dernier. Lorsque les salaires sont bas, il devient inutile d'appliquer des améliorations techniques qui permettent d'économiser de la main-d'œuvre. Le capital met donc au défi ses ingénieurs et techniciens de

---

<sup>7</sup> Les 1 500 plus grandes sociétés industrielles par actions des États-Unis ont réalisé ensemble une perte nette de 97 millions de dollars en 1932, un bénéfice net de 640 millions de dollars en 1933 et un bénéfice net de 1 051 millions de dollars en 1934.

C'est le même tableau que nous avons vu en Allemagne et en Angleterre.

diminuer les coûts de production sans augmenter la capacité de production, c'est-à-dire en diminuant les coûts salariaux grâce à l'utilisation des machines dont ils disposent. C'est la différence essentielle entre la rationalisation dans une période de stabilisation temporaire du capitalisme et la rationalisation dans une période de crise économique mondiale.

Cela ne signifie pas, bien sûr, que le progrès technique a été complètement arrêté. Une telle conclusion serait profondément erronée. Le développement rapide de la technologie militaire exige des progrès techniques dans toute une série de branches de production également. La dialectique interne du capitalisme nous montre un trait caractéristique du progrès technologique des temps modernes : précisément parce qu'il y a partout un grand réservoir de chômeurs, et donc de faibles coûts salariaux, *seules sont introduites les améliorations technologiques qui jettent une masse de travailleurs à la rue*. Ainsi, nous pouvons lire dans les journaux américains que les usines de textile et de ciment sont entièrement automatisées, comme si elles étaient animées par un seul travail. Cependant, cela est probablement très exagéré. Mais dans l'ensemble, la tendance est de conserver l'ancien équipement technique, d'accroître la productivité du travail en augmentant son intensité, et d'abaisser le coût de production en réduisant les salaires.

Permettez-moi de vous donner quelques exemples concrets de rationalisation pendant la crise économique. Dans un rapport officiel rédigé pour la consommation interne par Leon Hendergon, chef du département de planification du NIRA, sur la situation des travailleurs de l'industrie automobile, nous trouvons les exemples suivants de rationalisation pendant le "nouvel âge"<sup>8</sup>.

En 1935, une usine automobile est allée jusqu'à fabriquer un châssis d'automobile en une seule pièce, au lieu des 30 pièces qu'il comportait jusqu'alors.

Le résultat a été une économie de 50 heures de travail par voiture.

La fabrique de voitures a commencé à fabriquer la structure supérieure en une seule pièce au lieu de 47. Le résultat est une économie de 53 heures de travail.

Il y a moins de cinq ans, il en coûtait 13,2 dollars par opération à 250 ouvriers d'un grand constructeur automobile pour produire une centaine de moteurs 8 cylindres. Le même travail est maintenant effectué par seulement 19 travailleurs à 5,2 \$ par opération.

L'augmentation de la productivité a été obtenue grâce à un système d'ateliers clandestins [de misère].

Le rapport officiel dit littéralement ce qui suit :

"Les travailleurs déclarent partout qu'ils sont obligés de travailler de plus en plus dur afin de produire le plus possible en même temps. Ils estiment qu'actuellement, ils sont obligés de travailler à un rythme qui dépasse l'endurance humaine. Ils disent qu'au rythme de travail actuel, ils n'ont pas le temps de satisfaire les besoins humains les plus élémentaires, qu'ils ne peuvent même pas boire un verre d'eau pendant leurs heures de travail. Certains travailleurs affirment que, même en cas d'accident, ils doivent rester à l'extérieur de leur lieu de travail pendant des heures avant de recevoir un traitement médical approprié, etc. "

Tout cela se produit malgré le fonctionnement notoire des codes [l'existence notoire de règlements].

---

<sup>8</sup> Leon Henderson, *National Recovery Administration. Preliminary Report on study of regularisation of employment in the Automobile Industry.*

La conséquence de la rationalisation capitaliste est le fait que le degré d'emploi des travailleurs n'augmente pas en fonction de l'accroissement de la production industrielle. Ce fait est si évident que même les économistes bourgeois ne peuvent plus l'occulter. L'Office impérial allemand de la statistique, dans son rapport intitulé "L'économie mondiale au milieu de 1935"<sup>9</sup>, écrit ce qui suit :

"L'augmentation du taux d'emploi des travailleurs dans la plupart des pays se fait à un rythme inégal par rapport à la croissance de la production industrielle. L'écart entre les deux est le plus grand au Japon, où la production est calculée comme étant 70 pour cent plus élevée, alors que l'emploi des travailleurs n'est que de 5 à 10 pour cent plus élevé qu'en 1928. En Finlande, en Suède, au Danemark et en Hongrie, l'augmentation de l'emploi des travailleurs est très en retard sur l'augmentation de la production. "

Ainsi, malgré la croissance de la production industrielle, l'immense armée de chômeurs des pays capitalistes ne diminue guère. Le chômage de masse chronique reste le lot du prolétariat jusqu'à ce que la domination de la bourgeoisie soit renversée. La décomposition du capitalisme progresse toujours plus fortement. La bourgeoisie n'est plus en mesure de garantir l'existence de son esclave, même dans les limites de l'esclavage.

La contradiction entre les forces productives et les rapports de production au sein de la société capitaliste est insoluble. Le bavardage sur la "planification" de l'économie capitaliste (j'espère en parler au deuxième point de l'ordre du jour), ainsi que la transition pacifique vers le socialisme prônée par De Man et un certain nombre d'autres dirigeants de partis sociaux-démocrates, est une démagogie éhontée visant à détourner les travailleurs du mouvement révolutionnaire.

Il n'y a pas d'issue pacifique. La contradiction entre les forces productives et les rapports de production ne peut être résolue que par le renversement révolutionnaire de la domination de la bourgeoisie.

*C'est la voie de l'émancipation de l'humanité ! (Applaudissements.)*

---

<sup>9</sup> Supplément spécial du magazine *Wirtschaft und Statistik*.

2.

## **ÉCONOMIE PLANIFIÉE CHEZ NOUS TROMPERIE "PLANIFIÉE" CHEZ EUX**

*Un discours dans le débat sur le rapport du camarade Dimitrov*

*10 août 1935.*

### **LA "HAUTE CONJONCTURE" DES PLANS ÉCONOMIQUES**

Camarades !

Dans son rapport, le cam. Dimitrov a développé de manière claire et complète les problèmes de notre stratégie et de notre tactique. Je me contenterai de développer ses indications sur la lutte contre la démagogie de la planification économique.

Dans les années de crise économique et de dépression, les discours d'un genre particulier sur la "planification" de l'économie capitaliste sont devenus très à la mode. Comme des champignons, des "plans" ont poussé dans tous les pays, des sociétés de planification ont été fondées, des congrès internationaux de planification ont été organisés et une énorme littérature sur l'économie de planification est apparue. La propagande d'une économie capitaliste "planifiée" devient un élément majeur de la politique des réformistes.

Quelles sont les raisons de cette conjoncture favorable aux manœuvres de "planification" et d'économie planifiée au cours des dernières années ?

Les principales raisons sont :

- 1) le caractère insoluble du problème des marchés ;
- 2) la volonté de masquer le pillage des caisses de l'État par l'oligarchie financière ;
- 3) la volonté de masquer la restructuration de l'économie nationale pour répondre aux besoins de la guerre ;
- 4) le désir de retarder le processus de révolution des masses ouvrières.

Dans une période de crise générale du capitalisme, la contradiction entre les forces productives et les relations de production s'exprime clairement dans l'étranglement chronique des marchés capitalistes. Les lois internes du développement du capitalisme conduisent au fait que les problèmes des marchés deviennent inévitablement de plus en plus insolubles. Les périodes de prospérité pendant lesquelles il est facile de vendre sont de plus en plus courtes ; les périodes de crise et de dépression pendant lesquelles il est difficile de vendre sont de plus en plus longues. En période

de crise générale du capitalisme, on observe une tendance à des difficultés chroniques de vente qui prennent des proportions catastrophiques en période de crise économique.

Pourquoi une telle évolution est-elle inévitable ?

La doctrine du marxisme-léninisme donne une réponse claire à cette question.

Dans l'économie capitaliste, le développement de la capacité de consommation de la société doit nécessairement être en retard sur le développement des forces productives. Le développement de la technologie, l'augmentation de la composition organique du capital, la rationalisation, l'augmentation de la productivité par l'exploitation accrue de la classe ouvrière sont des phénomènes inévitables sous le capitalisme. Pour cette raison, la classe ouvrière ne peut obtenir qu'une fraction de la valeur qu'elle produit en échange de son salaire : plus l'accumulation du capital est importante, plus le dénuement de la classe ouvrière est grand. Cela signifie que la consommation, en raison de la pauvreté et de la prolétarisation des masses, doit inévitablement être en retard sur la production. Et comme la vente des moyens de production est "en définitive", comme le dit Lénine, "dépendante de la vente des moyens de consommation (car les moyens de production ne sont pas produits pour eux-mêmes, mais pour produire avec eux les moyens de consommation), cela conduit à l'étroussure croissante de l'ensemble du marché capitaliste, qui se traduit par des crises récurrentes de surproduction.

Mais la bourgeoisie et ses savants comprennent aussi peu les lois internes de l'ordre capitaliste aujourd'hui qu'à l'époque de Marx. Ils ne comprennent pas que l'étroussure chronique moderne du marché est une conséquence de l'aggravation des contradictions entre les forces productives et les relations de production, une expression de la pourriture de l'ordre capitaliste.

## LE PROBLÈME INSOLUBLE DU MARCHÉ

L'objectif de l'"économie capitaliste "planifiée"" est avant tout de résoudre le problème du marché. Le réformateur anglais Cole commence donc à juste titre son nouveau livre<sup>10</sup> par l'énoncé suivant de la question :

"Pourquoi avons-nous besoin d'un plan ? Parce que dans l'état actuel des choses, notre capacité physique à produire des biens dépasse largement notre capacité à leur fournir un marché."

Comment une "économie planifiée" pourrait-elle aligner la production et la commercialisation ? *Soit en limitant la production, soit en augmentant la consommation.* En fait, dans le cadre du capitalisme, la question de l'élimination de la surproduction n'est résolue que par la limitation de la production, comme cela est fait de manière anarchique en temps de crise ou de manière systématique par des cartels individuels, chacun dans son domaine. Les économistes bourgeois individuels le disent. Par exemple, le célèbre jeune conservateur anglais Macmillan écrit :

"Une économie planifiée signifie une tentative de réguler la production en fonction de la demande solvable"<sup>11</sup>.

Une déclaration similaire a été faite par l'ancien Premier ministre français Flandin :

---

<sup>10</sup> «Principles of Economic Planning», 1935.

<sup>11</sup> Mac Millan, *Reconstruction*, p. 116, London, 1933.

"La tâche fondamentale est d'aligner la production sur la consommation"<sup>12</sup>.

Mais alors que des millions et des millions de travailleurs sont au chômage depuis des années, lorsque "l'idée d'un assaut mûrit dans l'esprit des masses" (*Staline*), lorsqu'il devient de plus en plus difficile pour les dirigeants du réformisme de faire dévier les travailleurs de la voie révolutionnaire, il devient impossible pour les politiciens de la bourgeoisie, qu'ils soient bourgeois ou sociaux-démocrates, de rendre public le plan visant à résoudre le problème du marché en limitant systématiquement la production, c'est-à-dire en augmentant de manière "planifiée" l'armée de réserve des chômeurs.

Cela reviendrait à enflammer l'amertume des masses au lieu de l'étouffer. L'expression "*ils le font, mais ils n'en parlent pas*" est appropriée ici.

C'est pourquoi les grands travaux publics visant à réduire le chômage et à augmenter le pouvoir d'achat sont une partie essentielle de tous les projets de "planification" économique. C'est pourquoi les hérauts de l'économie capitaliste "planifiée" proclament que le problème du marché peut être résolu en augmentant le pouvoir d'achat de la population active.

Le plan de la Confédération générale du travail de France (CGT), réformiste, le proclame en termes grandiloquents :

"L'équilibre perturbé du capitalisme ne peut être rétabli que par la création d'un régime dans lequel la recherche du profit sera remplacée par une production organisée visant à satisfaire les besoins légitimes de toute la population."

Le célèbre économiste anglais Salter affirme la même chose :

"Nous devons avoir un système dans lequel chaque augmentation de la puissance de production s'accompagne d'une augmentation égale du pouvoir d'achat, de sorte qu'il devienne possible d'utiliser au mieux toutes les ressources matérielles et humaines dont nous disposons."<sup>13</sup>.

De Man a promis avec une démagogie éhontée d'élaborer un plan quinquennal qui donnerait

"une augmentation du pouvoir d'achat intérieur qui ne soit pas inférieure à 50%, en 3 ans et à 100% à la fin de la cinquième année".

Mais aucun de ces "plans" ne donne une réponse concrète à la question de savoir *comment* cette augmentation du pouvoir d'achat peut être réalisée sous le capitalisme.

Une tentative pratique a été faite par Roosevelt, mais elle a également été un échec total.

## LA DÉMAGOGIE DES HAUTS SALAIRES

La politique du "nouvel âge" est essentiellement la vieille "théorie" de Ford et des chefs réformistes comme Green[e ?], Джокс [Djooks ?] et Tarnow, selon laquelle tant les travailleurs que les capitalistes sont intéressés par les augmentations de salaires parce qu'elles augmentent la vente des marchandises, empêchant ainsi les crises de surproduction.

Dans un discours diffusé à la radio le 24 juillet 1933, Roosevelt déclare :

---

<sup>12</sup> Le *Times* du 12 janvier 1935

<sup>13</sup> «*The Framework of an ordered society*», p. 23, London, 1933

"Si tous les hommes d'affaires d'une même branche d'activité acceptaient de payer à leurs travailleurs les mêmes salaires décents et de fixer des horaires de travail communs plus courts, l'augmentation des salaires et la réduction des horaires de travail ne nuiraient pas aux hommes d'affaires. En outre, elle serait plus rentable pour les entrepreneurs que le chômage et les bas salaires, car ils auraient plus d'acheteurs pour leurs produits. C'est cette idée simple qui constitue l'essence de NIRA".

Nous devons combattre cette théorie de la planification capitaliste à la fois avec les arguments théoriques du marxisme et avec une analyse concrète des résultats des tentatives d'économie capitaliste "planifiée". Théoriquement : le profit du capital est identique à la plus-value. Il n'y a pas d'autre source de profit que la plus-value, qui est créée par la classe ouvrière et appropriée par le capital. Exiger que la bourgeoisie n'augmente volontairement les salaires que pour vendre plus de marchandises, c'est suggérer qu'elle paie les travailleurs de sa poche avec l'argent avec lequel ils leur achèteraient des surplus de marchandises.

La bourgeoisie n'acceptera pas de tels accords non rentables ! Il convient ici d'appliquer en sens inverse le proverbe cité : "*On parle de telles choses, mais on ne les fait pas*".

Le capitaliste ne paiera jamais volontairement des salaires élevés : il cherche toujours à obtenir les salaires les plus bas possibles afin de tirer le maximum de travail de ses ouvriers. Ce n'est que par une lutte acharnée que la classe ouvrière peut obtenir une amélioration de sa situation.

La "théorie" de Green[e ?], Джек [ ?], Tarnow, etc., selon laquelle les capitalistes sont intéressés par des salaires élevés, est une théorie typique de l'harmonie des classes, tout à fait contre-révolutionnaire. Il dit au prolétariat : ce n'est pas l'ordre capitaliste en tant que tel, ce n'est pas la domination de classe de la bourgeoisie en tant que telle, qui cause les crises, le chômage, la pauvreté des masses laborieuses, mais l'incompréhension subjective des capitalistes individuels, qui ne veulent pas comprendre leur propre intérêt à des salaires plus élevés. La tâche du prolétariat, selon eux, n'est donc pas le renversement révolutionnaire de la suprématie de la bourgeoisie, mais de créer des lois qui obligent les capitalistes individuels à payer des salaires plus élevés dans l'intérêt de la bourgeoisie et du prolétariat pour rétablir l'équilibre entre la production et la consommation.

La grande bourgeoisie ne s'oppose pas à la théorie démagogique des hauts salaires tant que cette dernière ne reste que du bout des lèvres. Mais elle sabote avec succès la moindre tentative de traduire cette théorie démagogique dans la réalité. C'est ce que prouve le sort qui a été réservé à la plus grande tentative de construction d'une économie "planifiée" sous la forme du "Nouveau Monde" [New Deal] en Amérique.

Les tentatives de créer une économie planifiée dans les différents pays capitalistes conduisent à une anarchie croissante. Si la concurrence entre les entreprises individuelles d'une même branche de production peut être temporairement affaiblie par des réglementations administratives et la création de cartels forcés, la concurrence demeure : la concurrence entre les monopoles et leur lutte pour les marchés des biens qui satisfont les mêmes besoins (par exemple, le bois, la tourbe, le charbon, le pétrole comme carburant ; les chemins de fer, les bateaux à vapeur, les voitures comme moyens de transport, etc. D'où l'anarchie croissante.

Permettez-moi, camarades, de donner quelques exemples concrets :

Le développement "planifié" de la production anglaise de blé, de lard et de sucre aggrave la crise agricole dans les pays qui ont jusqu'ici fourni l'Angleterre en ces denrées.

Plusieurs exemples frappants de l'effet inverse de l'économie agraire "planifiée" anglaise sont donnés par Horobin, un membre du Parlement anglais, dans son livre défendant les anciens principes du libre-échange. Je ne donnerai qu'un seul de ces exemples :

"Au Danemark, deux usines de bacon appartenant à des Anglais et travaillant exclusivement pour le marché anglais ont été fermées en raison de la planification de la production de bacon. Il est interdit aux propriétaires de ces usines de construire des usines similaires en Angleterre pour remplacer celles qui ont été fermées. Et cela s'appelle la planification !"<sup>14</sup>

L'économie "planifiée" dans l'industrie sidérurgique américaine a eu pour conséquence que les prix des produits sidérurgiques dans les entreprises en dehors des grands monopoles ont été fixés à *un niveau inférieur aux prix de la ferraille*. Le résultat a été que ces entreprises ont systématiquement vendu l'acier qu'elles venaient de produire comme ferraille.

La "planification" dans l'agriculture aux États-Unis consiste pour le gouvernement à verser aux agriculteurs des primes pour réduire les surfaces cultivées, notamment pour réduire la production de toute une série de produits de base tels que le coton, le blé, le maïs et le porc. Dans le même temps, des sommes gigantesques sont consacrées au développement agricole de la vallée du Tennessee. En fonction de l'influence changeante de certaines sections et groupes des classes dirigeantes sur le gouvernement, la "planification" de l'économie est modifiée, ce qui accroît l'anarchie de la production.

## DÉMAGOGIE RÉFORMISTE

Les plans réformistes de la CGT française, des syndicats anglais, les plans suisses, néerlandais, sont tous des variantes des "plans du travail" de De Man et constituent le type le plus élevé de démagogie sociale. De Man déclare : le réformisme, la lutte quotidienne pour des salaires plus élevés, pour la redistribution des revenus, est désormais obsolète et inutile – *"l'ordre capitaliste en tant que tel doit être attaqué"*. Il est nécessaire, dit-il, en nationalisant les sommets de l'économie capitaliste, les grandes banques et les industries monopolisées les plus développées, de créer un "capitalisme économique planifié" comme transition vers le socialisme. Mais la nationalisation ne doit pas du tout se faire par l'expropriation de la propriété de la bourgeoisie, mais par l'achat d'un nombre d'actions tel que l'État puisse exercer une influence décisive sur l'ensemble de la vie économique du pays. Tout cela doit être réalisé sans bouleversement révolutionnaire, avec la coopération de toutes les personnes bien intentionnées, "sans distinction de classe", pratiquement au moyen d'un gouvernement de coalition parlementaire.

La démagogie des réformistes au sujet de l'économie planifiée sert avant tout à apaiser le mécontentement des travailleurs sociaux-démocrates eux-mêmes et à contrebalancer l'influence des partis communistes. Elle sert également de contrepoids à l'influence révolutionnaire des gigantesques succès de la construction socialiste en URSS. Le slogan "Attaque du système capitaliste en tant que tel" à l'aide de la nationalisation et de l'économie planifiée, au lieu de la lutte soi-disant futile pour les augmentations de salaires, donne aux réformistes l'occasion de saboter la lutte pour les augmentations de salaires dans l'intérêt de la bourgeoisie, et ce faisant, les réformistes adoptent une

---

<sup>14</sup> «*The Pleasures of Planing*», London, 1935.



position plus "de gauche" que les communistes. C'est ainsi que certains dirigeants de la social-démocratie française ont tenté de faire exploser le front uni de la "gauche".

Les camarades Thorez et Dimitrov ont déjà indiqué les moyens de combattre cette démagogie. Si la démagogie vient d'un parti comme le parti français *qui n'est pas au pouvoir*, là, comme le cam. Thorez l'a fait remarquer à juste titre, sa démagogie "gauchiste" doit être surmontée par les arguments de la doctrine de l'État de Marx-Lénine. Les réformistes se réfèrent souvent au pamphlet de Lénine "Sur la catastrophe imminente". Il faut donc faire comprendre aux travailleurs que les mesures préconisées par Lénine dans cette brochure peuvent être réalisées non pas dans un état bourgeois, mais dans un état de dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. Mais si la bourgeoisie reste la classe dominante, si l'appareil d'État bourgeois persiste, alors la prétendue "nationalisation" par le rachat d'actions et le transfert d'une certaine partie des moyens de production dans la propriété de l'État bourgeois est un facteur qui non seulement n'affaiblit pas mais renforce la domination de la bourgeoisie. La meilleure preuve en est l'Allemagne moderne d'Hitler. Dans l'Allemagne fasciste, l'État, avec ses mesures de "récupération", prend une part "prépondérante" dans toutes les banques et dans la plupart des branches de l'industrie. Mais cela signifie-t-il un affaiblissement de la position de l'oligarchie financière ? Pas du tout. Au contraire, la participation de l'État permet à l'oligarchie financière d'accroître son vol de toutes les autres classes.

Si un parti social-démocrate *participant au gouvernement* s'engage dans des manœuvres de planification, comme les partis sociaux-démocrates belge ou tchèque, alors, comme l'a déjà dit le cam. Dimitrov, les chefs réformistes devraient être mis en demeure de montrer ce qu'ils savent faire ! Exécutez votre plan ! *Tout* le plan, comme vous l'avez toujours dit ! Tenez vos promesses d'améliorer la condition de la classe ouvrière !

En Belgique, le gouvernement Vandervelde De Man, au lieu de son magnifique "plan du travail", a procédé, conformément à la demande de la grande bourgeoisie, à une dévaluation et a ainsi fortement accru la pauvreté de la classe ouvrière.

Le but principal des manœuvres de planification des chefs réformistes est de pacifier l'opposition de gauche dans les partis sociaux-démocrates, d'étouffer l'agitation parmi les ouvriers qui menace de diviser le parti, d'assurer l'unité des partis sociaux-démocrates sur une base réformiste, de saboter un front uni avec les communistes. Cela a été révélé ouvertement par le "néo-socialiste" français Deat. Il a écrit sur le plan de De Man :

"Le plan est construit de telle sorte qu'il satisfait à la fois l'aile droite et l'aile gauche des partis et les unit. *La gauche*, parce qu'elle lie la possibilité de coalitions avec les autres partis à une certaine condition, attaque la structure même du régime et ignore l'opposition ancienne et artificiellement créée entre la réforme et la révolution. *La droite* – car elle autorise toute coalition ! et appelle à des méthodes démocratiques et à l'obtention d'une approbation générale. Autour de ce plan vont donc s'unir à nouveau tous les " membres du parti " <sup>15</sup>.

Je vous livre, camarades, quelques révélations intéressantes qui montrent comment les dirigeants de la social-démocratie belge ont modifié le fameux "plan du travail". G. Laurin, professeur à l'Université de Bruxelles, écrit ce qui suit :

"Lorsque M. Vandervelde, le "chef émérite" du parti ouvrier, est entré dans le palais, le roi lui a proposé un choix : soit abandonner ses rêves de plan et assumer des responsabilités au

---

<sup>15</sup> Cité dans le *Bulletin Quotidien* du 26 janvier 1934.

gouvernement, soit se préparer au pire. Le roi a rappelé à Vandervelde le sort des socialistes autrichiens et allemands... On dit que De Man, qui était fortement favorable à une coalition, aurait répondu : "L'alternative pour les socialistes était la suivante : entrer maintenant dans un gouvernement de concentration ou être déporté dans un camp de concentration dans les deux mois...". Mais comme l'aile extrême du Parti ouvrier belge risquait de se renforcer à la suite de la trahison du plan De Man, il fallait lui retirer les armes des mains. Le Premier ministre offrit donc au chef de l'aile gauche, M. Spaak, le portefeuille de ministre des Postes et Télégraphes. Ce dernier a immédiatement accepté l'offre et a commencé sa carrière ministérielle par cette voie quelque peu douteuse"<sup>16</sup>.

De là, les camarades peuvent voir comment des gens comme Spaak, s'ils ne sont pas stimulés par les actions fortes d'un front uni, se tiennent sur la position de "gauche".

En liant une critique de principe de toutes les tentatives d'économie planifiée dans la société capitaliste à des exigences concrètes de réalisation des promesses favorables aux travailleurs, nous libérons les travailleurs sociaux-démocrates de l'influence de la démagogie de l'économie planifiée et ouvrons la voie à un front uni avec les sociaux-démocrates de gauche honnêtes.

## L'ÉCONOMIE PLANIFIÉE DANS L'UNION SOVIÉTIQUE

L'objectif principal de la démagogie de l'économie planifiée est le désir de retarder l'influence révolutionnaire de l'Union soviétique. La supériorité du système soviétique sur le système capitaliste est devenue, au cours des années de crise et de dépression d'un genre particulier, si évidente que l'attitude négative aveugle à l'égard de l'Union soviétique qui avait cours auparavant est devenue impossible. Même selon les statistiques bourgeoises, la production industrielle de l'Union soviétique (en prenant pour 100 la production de 1928) a atteint 296 en 1934, c'est-à-dire qu'elle a triplé en six ans. Dans le même temps, la production des pays capitalistes a été retardée de plusieurs décennies pendant la crise. La lutte doit être menée avec de nouvelles bases. Les "planificateurs" bourgeois et sociaux-démocrates déclarent désormais : l'avantage de l'Union soviétique ne repose pas sur un changement de l'ordre social, mais sur une *économie planifiée*. *Le mal du capitalisme ne réside pas dans le système capitaliste en tant que tel, mais uniquement dans l'anarchie et le parasitisme*. Par conséquent, pour surmonter les crises actuelles et éviter celles à venir, seule la transformation du capitalisme anarchique actuel en une "économie capitaliste organisée et planifiée" est nécessaire.

Le chef idéologique des réformistes, De Man, a eu l'audace d'assimiler son plan – dans lequel les neuf dixièmes des moyens de production sont mis à la libre disposition des capitalistes, sans toucher à l'appareil d'État bourgeois – à l'économie de la dictature du prolétariat !

Il a déclaré :

"Que peuvent opposer les communistes à ce plan ? Créer une économie mixte ? Nous pouvons leur répondre que nous, lorsque nous entreprenons de créer une économie mixte en Belgique, nous partons de ce que l'U.R.S.S. a fini par faire"<sup>17</sup>.

Nous devons contrer ces manœuvres en faisant comprendre aux travailleurs que tous ces plans n'ont rien en commun, sauf le nom, avec l'économie planifiée de l'Union soviétique. Une

---

<sup>16</sup> " *Current History* ", p. 484, 1935.

<sup>17</sup> Discours au Congrès extraordinaire du Parti ouvrier belge du 25 décembre 1933.

économie planifiée dans une société capitaliste est impossible. Seul le renversement de la domination de la bourgeoisie, seule la destruction de la propriété privée des moyens de production, seul l'établissement de la dictature du prolétariat créent la possibilité d'une économie planifiée.

Pourquoi est-il impossible d'avoir une économie planifiée sous le capitalisme ?

*Sous le capitalisme, le principal moteur de la production est la recherche du profit ; l'économie planifiée n'apporte pas le moindre changement à la situation actuelle tant que les moyens de production restent dans la propriété privée de la bourgeoisie. Cela s'applique aussi bien aux entreprises d'État qu'aux entreprises communales et mixtes, qui sont également gérées selon le modèle capitaliste. Aucun plan, même le plus soigneusement élaboré sur papier, ne peut contraindre le capitaliste à poursuivre la production si elle n'est pas rentable. L'incitation à la production dans toute économie capitaliste planifiée est "l'appropriation du profit". La déclaration de De Man est donc tout à fait logique : "Le "plan du travail" n'implique pas une réduction du profit, mais la stabilisation de celui-ci."<sup>18</sup>*

Mais si les moyens de production restent aux mains de la bourgeoisie, si la force motrice de la production reste le désir de profit, alors le problème du marché ne peut être résolu.

Une condition préalable nécessaire à la conduite réussie de l'économie planifiée, à la résolution du problème du marché par l'expansion de la capacité de consommation des masses, est l'abolition de la recherche du profit, qui est à la fois le moteur et la limite de la production. En d'autres termes, le renversement de la domination de la bourgeoisie et l'établissement de la dictature du prolétariat. Ce n'est que par l'abolition de la propriété privée des moyens de production, qui empêche l'expansion de la capacité de consommation des masses, que le problème du marché disparaîtra et que la réalisation d'une économie planifiée deviendra possible. C'est là que réside la différence fondamentale entre l'économie capitaliste (qu'elle soit libre ou "planifiée") et l'économie de l'Union soviétique :

Alors que dans le capitalisme, le pouvoir de consommation limité des masses crée des barrières à l'expansion du marché et donc de la production, en Union soviétique, c'est le contraire qui est vrai : *la croissance du pouvoir de consommation n'est pas inhibée ici par des barrières de classe internes. Sa croissance n'est limitée que par le niveau atteint par les forces productives en développement rapide.* Plus l'URSS produit, plus la population peut consommer ! Il n'y a donc pas de problème de marché en URSS, aucune crise de surproduction ne peut survenir. C'est pourquoi une économie planifiée est possible en URSS, où prévaut la propriété publique des moyens de production !

Ce n'est pas l'économie planifiée en elle-même, indépendamment du caractère de classe de l'État, comme les théoriciens bourgeois et sociaux-démocrates de l'économie planifiée tentent de persuader les travailleurs, qui est la cause de la supériorité de l'URSS sur l'économie capitaliste. Au contraire, seuls le renversement de la domination de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du prolétariat suppriment les obstacles à la capacité de consommation des masses laborieuses et rendent possible une économie "planifiée". Tout discours sur la possibilité d'une économie planifiée sous le capitalisme est, au mieux, une illusion, mais en règle générale, une démagogie délibérée.

La propagande d'une "économie planifiée" sert à la bourgeoisie à dissimuler l'essence de classe de l'intervention de l'État dans l'économie capitaliste, à cacher le fait que l'oligarchie

---

<sup>18</sup> "Le Peuple", 29 mars 1934.

financière s'enrichit aux dépens des autres classes et à adapter l'économie aux besoins de la guerre imminente. Tous les plans, de De Man à Lloyd George, prévoient des restrictions des droits du parlement, la création de nouvelles corporations avec des représentants de l'"économie" et des syndicats réformistes et l'octroi de pouvoirs spéciaux au gouvernement. Les similitudes entre ces plans et l'État corporatif de Mussolini sont évidentes.

Tout cela montre que *la lutte contre la propagande démagogique de l'économie planifiée sous le capitalisme est une partie importante de la lutte pour gagner les masses*. Mais cette lutte n'est pas toujours menée avec suffisamment d'énergie, comme le montre notamment l'exemple du Parti communiste belge.

Camarades !

Nous tous, réunis ici, sommes unis par un seul objectif, *la victoire de la révolution mondiale !*

*Nos vies y sont consacrées !*

*Mais sans théorie révolutionnaire, il n'y a pas de pratique révolutionnaire !*

Nous ne devons pas négliger la lutte théorique contre les réformistes !

Nous ne devons pas permettre à un menteur réformiste comme De Man de souiller impunément les grands noms de *Marx* et de *Lénine* !

*Il est de notre devoir de défendre la théorie révolutionnaire de Marx-Engels-Lénine-Staline contre toutes sortes de déformations révisionnistes !*

*C'est la condition de notre victoire ! (Applaudissements.)*